

[Text]

de citer le paragraphe (b) qui dit «qu'il n'y aucune obligation pour un pays d'exporter lorsque le produit en question devient nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, ou à la préservation des végétaux». Et cela, c'est toute une objection aux possibilités d'exportation!

Ce que je voulais faire valoir, monsieur le président, c'est que lorsque nous lui donnons la réplique, monsieur nous présente toujours de nouveaux faits. Merci.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Fontaine.

Thank you very much Mr. Gamble and Mr. Clark. It has been a very interesting hour and a bit. However, we do have to move on to Mr. D'Aquino and the Business Council on National Issues. Thank you again for your presentation.

Mr. Gamble: Thank you.

• 1035

The Chairman: Mr. D'Aquino, would you please introduce your colleagues.

Mr. Thomas D'Aquino (President and Chief Executive Officer, Business Council on National Issues): Good morning, Mr. Chairman, ladies and gentlemen.

I am delighted to have this opportunity to be here with you this morning, along with my colleague, Mr. Todd Rutley, who is the Director of Research at the Business Council.

Let me begin by saying that the whole evolution of this agreement has been a long, tough, and arduous task. I want to congratulate all of you, of all parties, for having spent so much time and effort on something that is so important to the country.

Part of the reason for being here this morning is obviously because the Business Council wants to be heard, but it is also a reflection of the high regard that we have for the role of individual parliamentarians and the role of parliamentary committees in the evolution of our country's public policies.

Let me begin by reminding some of you again of who we are because, after all, the issue of legitimacy, whom do we speak for, how effectively do we speak for those interests and what those interests are, has often been brought up in this debate.

The council is a non-partisan organization composed of the chief executive officers of 150 of Canada's largest companies. The companies collectively administer some \$850 billion in assets; 93% of the assets that are administered by the companies of the BCNI are administered by Canadian-owned and controlled companies. Among our membership we have roughly 30% that are foreign-owned companies. While the preponderance of them are American companies, we also have Japanese, British, Dutch, and French companies.

[Translation]

animal or plant life or health". That constitutes a major objection to any question of export!

What I wanted to point out, Mr. Chairman, is that when we answer this gentleman, he always presents us with new facts. Thank you.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Fontaine.

Je vous remercie, monsieur Gamble et monsieur Clark. Ce fut une heure fort intéressante. Cependant, nous devons passer à M. D'Aquino et le Conseil canadien des chefs d'entreprises. Encore une fois, je vous remercie de votre exposé.

M. Gamble: Merci.

Le président: Monsieur D'Aquino, pourriez-vous présenter vos collègues?

M. Thomas D'Aquino (président et directeur général, Conseil canadien des chefs d'entreprise): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs.

Je suis ravi de pouvoir prendre la parole devant vous ce matin, en même temps que mon collègue, M. Todd Rutley, directeur de la recherche au conseil.

Je commencerai par dire que cet accord est l'aboutissement d'un long cheminement, d'efforts prolongés et soutenus. Je tiens à féliciter tous les députés, de tous les partis, pour le temps et l'énergie qu'ils ont consacré à un accord qui, de toute évidence, est de première importance pour le pays.

Si je suis ici ce matin c'est que le Conseil canadien des chefs d'entreprise veut se faire entendre, mais également qu'il se fait une haute idée de l'importance du rôle joué par les Parlementaires et les comités du Parlement.

Permettez-moi d'abord de vous rappeler qui nous sommes, puisque après tout la question de notre légitimité—c'est-à-dire: pour qui parlons-nous, quels intérêts défendrons-nous, et le faisons-nous avec efficacité—a souvent été posée au cours de ce débat.

Le Conseil est un organisme apolitique composé des présidents directeurs généraux de 150 des plus grandes sociétés canadiennes. Celles-ci représentent ensemble 850 milliards de dollars d'actifs et 93 p. 100 des actifs des sociétés membres du Conseil sont entre les mains de sociétés canadiennes et de sociétés à capitaux canadiens. Trente pour cent des sociétés membres du Conseil environ sont des sociétés à capitaux étrangers. La plupart d'entre elles sont des sociétés américaines, mais nous comptons également parmi nos membres des sociétés japonaises, britanniques, hollandaises et françaises.